



Des affiches électorales sur les murs de Kasserine, au centre-ouest de la Tunisie, le 23 octobre.
ZOUBEIR SOUSSI/
REUTERS

« La révolution tunisienne n'est pas un accident de l'Histoire »

Au lendemain des élections législatives du 26 octobre, l'universitaire Ghazi Gherairi estime qu'il y a, dans les progrès de la démocratie tunisienne, une part d'irréversibilité

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHARLOTTE BOZONNET
Tunis, envoyée spéciale

La Tunisie a organisé avec succès, le 26 octobre, des élections législatives qui seront suivies, le 23 novembre, par le premier tour du scrutin présidentiel. Le pays confirme ainsi son statut d'exception démocratique des « printemps arabes ». Décryptage du juriste et universitaire tunisien, Ghazi Gherairi, qui a été le porte-parole de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution (mars-octobre 2011).

Quel bilan tirez-vous des élections du 26 octobre ?

Il y a un peu plus de trois ans, nous vivions sous une dictature. Aujourd'hui, nous avons un jeu politique ouvert où tout le monde admet les résultats électoraux. Il y a des raisons d'être fier de ce moment : aujourd'hui, c'est la société civile qui tire la société politique vers le haut. Il s'agit là d'une situation sui generis. Rappelons-nous des débats qui ont eu lieu pour l'écriture de la nouvelle Constitution. Quelque part, ce sont les Tunisiens qui ont écrit ce texte en descendant dans la rue, comme ce 13 août 2012 où ils ont manifesté contre la tentative d'inscrire dans le texte l'idée que la femme est le complément de l'homme. Nous avons abouti à un texte qui reconnaît la seule République civile du monde arabe, l'égalité entre hommes et femmes et la liberté de conscience.

Avez-vous été surpris par le bon déroulement du scrutin du 26 octobre ?

Non, c'est l'aboutissement cohérent de l'histoire de ce pays. Ces élections confortent la volonté de rupture avec le système de gouvernement de l'ancien régime. La révolution tunisienne n'est pas un accident de l'Histoire. Au XIX^e siècle, la Tunisie a été le premier pays arabe à abolir l'esclavage, à adopter une Constitution et, ensuite, à se doter de partis politiques modernes et à fonder une ligue des droits de l'homme. Le principe universel de dignité était au cœur de la révolution de 2011, la société a ensuite pris les choses en main. Les corps intermédiaires ont permis à ce pays de trouver un équilibre. Avec ce scrutin, la Tunisie conforte sa position : elle constitue l'expérience la plus avancée sur la voie de la modernité dans le monde arabe.

Nidaa Tounès, le principal parti anti-islamiste, a remporté ce scrutin deux ans seulement après sa création. Comment expliquez-vous ce succès ?

Nidaa Tounès a catalysé les voix des déçus des précédents gouvernements et il a, en termes de discours politique, trouvé des leviers qui ont parlé aux Tunisiens. Il a repris à son compte la partie heureuse de la gestion du président Habib Bourguiba – la fondation d'un Etat moderne, l'éducation gratuite et généralisée, les droits de la femme – tout en passant à la trappe la partie dictatoriale de cette

période et la présidence de Ben Ali. Nidaa Tounès se présente ainsi comme l'héritier de la longue lignée des modernistes tunisiens, qui remonte au XIX^e siècle.

Ces élections ont été marquées par la présence forte d'anciens du régime de Ben Ali, certains ayant créé leur propre parti, d'autres ayant rejoint Nidaa Tounès. Y a-t-il un risque de retour en arrière ?

Non. Il n'y a pas de nostalgie de l'ancien régime chez les Tunisiens. Les partis créés par d'anciens ministres de Ben Ali ou d'ex-responsables du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, parti quasi unique sous Ben Ali) ont d'ailleurs été laminés à l'issue de ce scrutin. Nidaa Tounès a récupéré une partie de ce personnel politique mais il n'a pas été valorisé en tant que tel : contrairement à d'autres formations, le parti n'a pas fait de leur présence un outil électoral de premier plan. Il y a lieu de se féliciter que les Tunisiens aient pu ainsi tourner la page de l'ancien régime sans guillotine, ni chasse aux sorcières, de manière civique et pacifique, en mettant un bulletin dans l'urne.

Faut-il craindre une dérive autoritaire ?

Béji Caïd Essebsi, le fondateur de Nidaa Tounès, est le candidat d'une campagne basée sur l'idée d'un Etat fort. A l'intérieur du parti, au vu de ces résultats confortables, certains pourraient-ils être tentés par une expérience forte du pouvoir ? La question se pose. Mais en démocratie, on ne se prémunit pas contre l'autoritarisme en comptant sur la droiture des politiques mais en mettant en place de vrais contre-pouvoirs. En Tunisie, aujourd'hui, les citoyens, les associations, les réseaux sociaux et les médias sont à l'affût. Cette vigilance de la société me paraît aussi efficace qu'irréversible.

L'Union patriotique libre (UPL) de Slim Riahi – un riche homme d'affaires qui préside l'un des trois clubs de foot de Tunis, le Club africain – est arrivée troisième. Le parti n'a pas de ligne politique claire. Comment expliquez-vous ce succès ?

Au sortir de ce scrutin, l'UPL est devenue la troisième ou la quatrième force politique. Slim Riahi est un candidat qui va compter à l'élection présidentielle, il se présente comme l'un des vrais compétiteurs face à Béji Caïd Essebsi. Aux yeux d'une Tunisie laissée-pour-compte, il incarne une image de réussite, fût-elle facile. Il est aussi le patron d'un club de football très populaire, réputé antisystème depuis longtemps et comptant des milliers de supporters dans toute la Tunisie. Il a aussi fait de nombreux meetings de campagne dans des quartiers difficiles. Sa non-idéologie, elle fait justement office d'idéologie alternative. Par ailleurs, au vu des scrutins de 2011 et de 2014, il semble qu'environ un cinquième des Tunisiens votent pour des listes populistes. L'UPL succède ainsi à la Pétition populaire, une liste populiste qui était déjà arrivée deuxième en nombre de voix en 2011.



Ghazi Gherairi.
DR

À LIRE
« DÉGAGE !
UNE RÉVOLUTION »
de Colette Fellous,
Abdelwahab
Meddeb, Georges
Wolinski
(Phébus, 2012).

« TUNISIE. LE PAYS
SANS BRUIT »
de Jocelyne Dakhli
(Actes Sud, 2011).

Nidaa Tounès est arrivé en tête (85 sièges, contre 69 pour le parti islamiste Ennahda) mais il n'a pas de majorité. Quels sont les scénarios possibles pour la formation d'un gouvernement de coalition ?

Nidaa Tounès est obligé de trouver des alliés pour former le gouvernement, mais les partis de centre gauche sont très affaiblis. Il lui faudra donc, pour rester fidèle à sa famille politique, se tourner vers Afek Tounès [social-libéral] et le Front populaire [gauche et extrême gauche] – même si ce dernier peut, pour préserver son unité interne, ne pas être enclin à y aller. Nidaa Tounès choisira-t-il alors de se rapprocher de l'UPL ? Ou bien d'Ennahda ? Si l'électorat d'Ennahda y a été préparé – le parti en parle depuis longtemps –, celui de Nidaa Tounès, qui a, en grande partie, voté pour déloger les islamistes du pouvoir, peut ne pas voir pareille alliance d'un bon œil. Pour convaincre son électorat, le parti aura donc besoin d'obtenir le label de gouvernement d'union nationale. Nous allons de ce fait vers des semaines de grand équilibre politique.

Quelque trois millions d'électeurs se sont rendus aux urnes contre plus de 4 millions en 2011. Cette abstention est-elle inquiétante ?

L'élection de 2011 s'est tenue dans un climat euphorique, juste après la révolution. Après trois années d'exercice pas très reluisant du pouvoir, dans un contexte de terrorisme et de marasme économique, atteindre un taux de participation de 62 % n'est pas si mal. L'anormalité, c'était plutôt le taux de 2011.

La Tunisie peut-elle être un modèle ?

Je ne souscris pas à l'idée de modèle. D'abord, parce que l'expérience tunisienne n'a pas encore totalement abouti. Ensuite, parce qu'un modèle a besoin de se réaliser pleinement avant de se reproduire. Tout au plus peut-on penser aujourd'hui à un *unicum specimen* tunisien. Il faut avoir une certaine humilité : n'oublions pas que nous revenons de loin et que nous ne sommes pas au bout du chemin. Mais il y a en Tunisie une grande sagesse commune, presque inconsciente, qui vient de nouveau de s'exprimer par ces élections. La révolution tunisienne a ouvert le spectre de l'écartèlement du monde arabe : il y a d'un côté Daech [organisation de l'Etat islamique], qui représente le Moyen Age en plein XXI^e siècle, et de l'autre la haute modernité de la dynamique politique et sociale en Tunisie aujourd'hui. La Tunisie n'est peut-être pas encore arrivée de l'autre côté mais elle a fait un grand pas : il y a déjà une part d'irréversibilité dans ce qui se passe.

C'est une nouvelle page de la pratique politique dans les pays arabes qui s'ouvre. Exporter cette expérience doit être le dernier souci des Tunisiens. La seule chose qu'ils peuvent faire, c'est donner envie à leurs voisins en construisant une démocratie bienfaitrice à leurs portes. Désormais, la réponse à la question : « La démocratie est-elle possible dans un pays arabe ? » est : « Oui, absolument ! » ■

ON EN PARLE

L'« Adam » en mille morceaux

Sa restauration a pris douze ans. Le 6 octobre 2002, la statue d'Adam du Vénitien Tullio Lombardo (1455-1532), la première sculpture de la Renaissance à ressusciter le nu antique, s'était effondrée en plein Metropolitan Museum de New York (MET), se brisant en mille morceaux. Le socle de bois avait cédé sous le poids de l'œuvre. La tête aux cheveux bouclés avait explosé en 28 gros débris et des centaines de petits. C'est « la pire chose qui peut arriver à un musée », avait déclaré à l'époque le directeur du MET.

Pour le reconstituer, une équipe de trois restaurateurs, associée à des ingénieurs, s'est appuyée sur un « Adam virtuel » en 3D créé par technologie laser. Des broches en fibre de verre et un adhésif nouvelle génération ont été utilisés. Les fissures et les imperfections ont été supprimées avec du marbre pulvérisé. Au MET, où la statue a été de nouveau dressée, on se félicite aujourd'hui du succès public rencontré par la restauration des œuvres : le musée présente d'ailleurs sur son site *met-museum.org* une passionnante vidéo intitulée *After the Fall*. Dans les musées de La Haye et de Florence, des expositions consacrées aux opérations de sauvetage des chefs-d'œuvre ont déjà eu lieu.

Génération #hashtag

Une seule génération, dite « #hashtag », regroupe les « natifs du numérique » de 15 à 25 ans et les « migrants digitaux », plus âgés. C'est la conclusion d'une enquête menée auprès de 7 000 personnes en Europe, aux Etats-Unis et dans le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde et Afrique du Sud) par le cabinet de conseil Bain & Company en partenariat avec le think tank culturel Forum d'Avignon. Elle nous apprend que les deux tiers des 15-25 ans et la moitié des plus de 35 ans interrogés s'en remettent aux recommandations des médias sociaux pour choisir un contenu culturel : vidéos, musiques, livres. Que les plus de 35 ans s'alignent sur les comportements des *digital natives* pour la culture : 34 % ont lu un e-book, 63 % regardent des vidéos en ligne, 93 % écoutent de la musique sur le Net. L'enquête révèle également que les œuvres courtes, participatives, en streaming, ont la faveur de tous. Un sujet divise cependant la « génération #hashtag » : la confidentialité. Parmi les 15-25 ans, 43 % ne sont pas prêts à renoncer aux échanges sur les réseaux sociaux même si ceux-ci utilisent leurs données confidentielles. En revanche, 75 % des plus de 35 ans s'élèvent contre cette captation.

Le musée de la favela Maré menacé

Au Brésil, le Museu da Maré, un musée communautaire assurant la promotion de la création artistique dans la favela Maré de Rio de Janeiro, est menacé de fermeture. Avec ses 140 000 habitants, Maré est l'un des plus grands bidonvilles de Rio. Il est réputé violent, la police y fait souvent des descentes, mais il est aussi connu pour son musée, créé en 2006 à l'initiative d'une ONG et du ministère de la culture brésilien. Depuis, les habitants de la favela y exposent des objets d'artisanat, des photos, des peintures qu'ils ont eux-mêmes réalisés. Des orchestres, des danseurs et des musiciens locaux y donnent des spectacles, les enfants y apprennent l'informatique. En 2013, à Rio, pour sa 23^e conférence générale, la communauté muséale mondiale (ICOM), qui avait pour thème « Musées (mémoire + créativité) = progrès social », a félicité le Museu da Maré pour ses actions et son succès. Depuis sa création, sa collection de 2 300 objets a attiré près de 40 000 visiteurs et a contribué à améliorer la vie du quartier. Mais le propriétaire des lieux a décidé de récupérer son bien, fin décembre, en vue d'une opération immobilière. Un mouvement de protestation, soutenu par de nombreux artistes brésiliens, a démarré.

RECTIFICATIF

Images

Dans le supplément « Culture & idées » daté du 1^{er} novembre, en page 8, nous avons omis de créditer la couverture de *Vogue* avec Niki de Saint Phalle : Robert Doisneau/Conde Nast France/Gamma.